L’arrestation et la détention du dirigeant du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun, Maurice Kamto, semblent être une initiative politique visant à réduire la dissidence dans le pays, a déclaré Human Rights Watch.

Le groupe de défense des droits réagissait à des informations la semaine dernière selon lesquelles la Haute cour de Mfoundi avait rejeté l'appel à la libération sous caution de Maurice Kamto et de six de ses alliés.

Le directeur des droits de l'homme pour l'Afrique centrale, Lewis Mudge, a déclaré que les circonstances qui ont façonné l'arrestation et la détention de Kamto depuis le 26 janvier soulèvent des questions quant à un procès équitable.

«Ces arrestations semblent être une initiative politique motivée visant à réduire la dissidence, et ce qui s’est passé jusqu’à présent remet en question la capacité de Kamto à obtenir un procès équitable. Les Camerounais - qu'ils soient adversaires politiques ou non - devraient pouvoir s'attendre à ce que les autorités respectent la loi et ne la violent pas de manière flagrante », a déclaré Lewis Mudge.

Il a également mis en doute la légalité du tribunal militaire, qui juge Maurice Kamto et certains de ses partisans.